

ALGÉRIE :

LE SURSAUT DÉMOCRATIQUE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DU CAPITAL PROVOQUE UNE CRISE POLITIQUE D'ENVERGURE. SEUL LE PROLÉTARIAT, PAR SON COMBAT INDÉPENDANT, EST EN MESURE D'ÉVITER QUE LE BOULEVERSEMENT ACTUEL SE SOLDE PAR LA RESTRUCTURATION, LA MODERNISATION, DONC LE RENFORCEMENT, DE L'ÉTAT BOURGEOIS DANS CE PAYS.

Un mouvement démocratique bourgeois doublé de la lente émergence, encore limitée aux luttes défensives, de la classe exploitée.

La grande vague de contestation qui se manifeste en Algérie, depuis février 2019, s'est initialement cristallisée sur une opposition à la candidature aux élections présidentielles d'Abdelaziz Bouteflika, chef d'État depuis 1999 pour le compte du FLN, le parti-État en place depuis l'Indépendance en 1962. L'annonce, le 10 février, de sa candidature à un cinquième mandat a été immédiatement et massivement rejetée par les Algériens. Des appels à manifester ont été lancés le jour même à Béjaïa, le lendemain à Oran. Les premières protestations d'ampleur, les 15-16 février, à Bordj-Bou-Argeridj et à Kherrata, mais aussi à Chlef, Jijel et Aïn Beïda ont élargi la critique au régime exprimée en quelques slogans : « FLN dégage », « Le peuple veut la chute du régime » et « Algérie libre et démocratique ».

Les marches des vendredis 22 février et 1^{er} mars, imposantes tant par le nombre de participants (800 000 à 1 million de manifestants rien qu'à Alger) et leur extension territoriale que par leur caractère inédit depuis 30 ans, ont démontré que la chape de plomb installée par le régime entre 1988 et 2002, par la guerre civile, était bel et bien fissurée. Ce qui n'a pourtant pas empêché le premier ministre alors en place, Ahmed Ouyahia (RND), de menacer, une fois de plus, les Algériens d'un destin syrien ou d'un scénario de guerre civile s'ils recouraient à la rue. Le tout en accusant, comme souvent, les « intérêts étrangers » de vouloir faire basculer le pays dans le chaos.

Les réponses à l'appel à une « grève générale » se sont inégalement exprimées entre les 8 et 14 mars (et jusqu'aux 17-18 et

26 mars) parmi les travailleurs des entreprises productives publiques et privées, principalement en Kabylie¹, et parmi les employés des administrations et des transports (publics et privés), les enseignants et les professeurs d'université. Ces débrayages orientés sur la chute du gouvernement, n'ont hélas pas cherché à aggraver directement et nettement le rapport social du capital.

Aussi et plus important pour les communistes, depuis la fin mars, des grèves, des protestations de chômeurs et des éruptions de violence prolétarienne sont apparues en divers points du pays, des signaux qui tranchent avec les grèves « politiques » du début du mouvement démocratique. Des luttes massives, étalées sur plusieurs semaines et victorieuses, qui ont porté sur les salaires et les conditions de travail, contre les licenciements, contre le commandement d'entreprise, chaque fois hors du contrôle du syndicat d'État, l'UGTA². En rupture avec la préservation de l'intérêt du capital national, les intérêts prolétariens commencent seulement à émerger dans les usines, les ports et les quartiers populaires. Toutefois, les premiers éléments d'autonomie ouvrière qui font surface se mêlent encore au réformisme ouvrier prédominant. Un réformisme ouvrier qui vise l'amélioration de la condition des exploités dans le cadre de la domination du capital et qui se conjugue avec le mouvement démocratique bourgeois dont il s'alimente.

¹ Ouvriers des ports de Bejaia et Skikda, des sites pétrolier et gazier de Hassi Messaoud et Adrar, des zones industrielles de Rouiba, Akbou et Bordj-Bou-Argeridj, et employés des travailleurs du siège de la Sonatrach à Boumerdes, des branches commerciales de Sonelgaz et de l'Algérienne des eaux, chez Mobilis également.

² L'UGTA a perdu, au début du mouvement, de nombreuses sections locales et délégations de boîtes. Son dirigeant Abdelmadjid Sidi-Saïd est mis sur la sellette.

Les luttes défensives se multiplient et contiennent des éléments d'autonomie ouvrière.

Les travailleurs ont participé aux manifestations pour la démocratie à titre individuel, sans mettre en avant des revendications de classe. Toutefois, sur certains sites de production, des ouvriers ont senti que la situation pouvait être favorable, les forces de répression de l'État étant mobilisées pour encadrer les multiples manifestations. Dans la sidérurgie et dans les mines de fer, en particulier, des milliers d'ouvriers ont mené des grèves longues, poursuivant des luttes ayant démarré lors des années précédentes. Ils ont obtenu des augmentations de salaire importantes, une amélioration des conditions de travail, sans se soucier du chantage traditionnel à l'« intérêt général ». Ils ont aussi écarté l'UGTA pour négocier directement avec les directions des entreprises.

Le plus important conflit de classe s'est déroulé sur le site du sidérurgiste turc Tosyali dans la daïra de Bethioua, près d'Oran. Ce complexe dispose d'une capacité de plus de 4 millions de tonnes de ronds à béton et de fil machine, exporte 70 000 tonnes d'acier vers les États-Unis et emploie à Bethioua 4 800 salariés soit 4 000 travailleurs algériens et 800 turcs, constituant la direction, l'encadrement et aussi des techniciens. Des grèves avaient déjà eu lieu en octobre 2013, puis en mai, juin et août 2014. Les grévistes demandaient notamment la dissolution de la section syndicale qu'ils considéraient comme illégitime et l'ouverture de négociations salariales. La gendarmerie était alors intervenue contre un piquet de grève, arrêtant 15 salariés. En octobre 2018, les travailleurs nommaient 4 représentants pour négocier avec la direction. Le conflit a rebondi le 24 mars. En cause, la précarité de l'emploi, pas plus de 35 CDI parmi les 4 000 salariés algériens, les fortes différences salariales avec les salariés turcs et la morgue de l'encadrement turc. La tentative de suicide d'un manutentionnaire, employé par l'entreprise depuis plus de 3 ans et qui craignait que son contrat ne soit pas renouvelé, a mis le feu aux poudres. La section syndicale UGTA du complexe sidérurgique a fait l'objet d'une pétition de retrait de con-

fiance signée par 2 200 travailleurs. Sur les 9 membres composant la direction de la section, 8 ont posé leur démission, seul le président voulait garder son poste.

Dix jours après le déclenchement du conflit, l'inspection de travail de la wilaya d'Oran a mis en demeure la direction de réintégrer les travailleurs licenciés pour fait de grève et de mettre en CDI les salariés avec plusieurs années de présence. L'embauche en CDI est le point central du conflit. Le complexe tourne alors au ralenti, les 800 salariés turcs assurant un service minimum. Le 24 avril les promesses d'embauches n'étant pas tenues, la situation s'envenime et la production est pratiquement arrêtée suite au départ des salariés turcs après des heurts avec les travailleurs algériens. Le 27 avril, 7 travailleurs sont arrêtés par la gendarmerie ; ils faisaient partie d'une liste de 39 indésirables, montée par la direction de Tosyali. Les gendarmes cognent les grévistes qui s'opposent à leur action. Après 28 jours de conflit, le travail reprend mais la direction a commencé à régulariser la situation des travailleurs contractuels, a augmenté les salaires de 15 %, a lâché une prime annuelle, et a rédigé une convention collective permettant aux travailleurs réunis en assemblée générale d'élire leur section syndicale. Il y a cependant eu 4 arrestations et 40 licenciements, une répression que pourrait limiter le wali d'Oran.

Le mois d'avril a été agité dans la sidérurgie algérienne puisque plus de 70 % des travailleurs des différentes mines de fer d'Ouenza ont démarré, le 31 mars, une grève qui s'est poursuivie tout le mois d'avril. Deux semaines plus tard, ils étaient rejoints par les travailleurs de la mine de Boukhadra, causant environ 1 milliard de dinars de pertes. Ils revendiquaient entre autres, l'amélioration des conditions de travail, l'augmentation du salaire de base, des primes de rendement individuelles et collectives, ainsi que les remboursements en cas d'accident de travail par l'assurance sociale. Cette action a été jugée illégale par la direction des Mines de Fer de l'Est (MFE) car les travailleurs de ces mines « *n'ont pas respecté le contrat social* » signé par leurs représentants syndicaux lors des négociations qui

ont fait suite à une première grève d'une semaine, en février, soldée par une augmentation de salaire de 9 000 dinars.

Ces deux mines fournissent 2,3 millions de tonnes de minerai de fer par an au complexe Sider d'El-Hadjar (Annaba). La grève a entraîné son arrêt après l'épuisement des stocks. Une réunion de travail a eu lieu le 30 avril au siège de la wilaya de Tébessa en présence du chef de l'exécutif local, de la direction générale des MFE, des représentants des sections syndicales des mines de fer de Boukhadra et Ouenza, ainsi que du directeur de l'industrie par intérim, pour trouver des solutions. Les responsables des MFE ont accepté de verser aux grévistes les salaires du mois d'avril (compensé sur les congés annuels) et ont approuvé la prime d'encouragement qu'ils réclamaient.

Le haut fourneau du complexe Sider El-Hadjar d'Annaba avait déjà été arrêté huit jours en raison de l'arrêt des livraisons de minerais en février. Les travailleurs de la SNTF, qui assurent la livraison quotidienne de quatre trains de minerais (1 400 tonnes), avaient débrayé du 12 au 26 février.

Dans la wilaya de Constantine, les travailleurs de l'Entreprise des tracteurs agricoles (Etrag), ex-Sonacome, ont débuté un mouvement de grève début avril. Mais, ils se contentent de dénoncer la gestion de la direction, sans mettre en avant de revendications économiques si ce n'est le recours aux CDD.

A Mostaganem, une grève a paralysé le port du 25 avril au 13 mai. L'ensemble des travailleurs du port a bloqué, dès le 28 avril, l'entrée principale de la direction générale. Ils revendiquaient le départ du PDG, la levée de suspension de deux fonctionnaires qui l'avaient mis en cause, le renouvellement des contrats d'une catégorie d'agents contractuels et l'augmentation des salaires de 20 % avec un effet rétroactif à partir de janvier 2018. Selon le PDG, accusé de corruption par les grévistes, les finances du port ne permettent pas une hausse des salaires des 750 salariés de plus de 15 %. Pourtant, après 18 jours d'arrêt de l'activité, un accord a été conclu, la direction cédant les 20 % d'augmentation de salaire et s'engageant à ne pas poursuivre les grévistes en justice.

Une prochaine assemblée générale des travailleurs devrait conduire à renouveler la section syndicale.

A la fin mai, une grève a démarré dans l'entreprise de confection textile Alcost, située au centre de Béjaïa. Les 730 ouvrières se sont mises en grève après avoir constaté que les engagements d'augmentation de salaires, d'intégration des contractuelles et d'amélioration des conditions de travail, arrachés par une grève en janvier n'avaient pas été tenus.

« *Pas d'augmentation, pas de travail !* » C'est sous cette banderole qu'ont défilé les travailleurs d'Eniem, une entreprise publique d'électroménager d'Oued Aïssi, près de Tizi Ouzou. Ils sont restés en grève pendant tout le mois de mai et ont obtenu des augmentations de salaire et l'amélioration des conditions de travail. Ils ont aussi obligé les membres de la section syndicale de l'UGTA à démissionner de ses postes. Les 2 000 travailleurs d'Eniem, une boîte créée en 1983, avaient participé aux manifestations contre le régime et contre la direction de l'UGTA, accusée d'être du côté du patron. Ils n'ont pour autant pas oublié de se battre en tant que prolétaires, énonçant notamment : « *Nous voulons le changement du système et non un changement dans le système* ».

Fin avril, une contamination a rendu impropre l'eau utilisée pour la consommation et pour l'arrosage des arbres de la commune de Hammamet, à 15 kilomètres de la ville de Tébessa. Les habitants ont rendu responsable la direction de l'usine d'eau privée Youkous. Après une inspection de l'usine, diligentée par l'entreprise, « *il s'est avéré que la contamination provient des fosses septiques des maisons implantées illicitement sur le terrain appartenant à l'usine* ». Mais un groupe d'habitants s'en est pris à l'usine et a bloqué l'un de ses camions de livraison. Des hommes armés sont venus en renfort pour « libérer le camion ». Les manifestants et des riverains les ont chassés. Ces derniers se sont réfugiés dans l'usine, puis ils ont ouvert le feu, faisant une douzaine de blessés. Quatre personnes dont le propriétaire de l'usine ont été interpellées par la gendarmerie. Puis des habitants sont

rentrés dans l'usine pour y mettre le feu : bilan, la perte de 23 camions de transport de l'eau, la destruction totale des hangars de stockage, et l'incendie du magasin de matières premières destinée à la fabrication de bouteilles.

Le mouvement démocratique bourgeois est ample et durable, mais encore insuffisamment organisé face aux caciques du régime

Depuis le 8 mars, date de l'entrée en masse des femmes dans les manifestations, la démocratie politique bourgeoise s'est irrévocablement mise en marche en gagnant à sa cause des pans entiers de la société civile du capital. Jusqu'ici, le pacifisme des marches a suffi à déstabiliser le régime et le mouvement n'a pas cédé à la récupération des organisations de la majorité et de l'opposition politiques du régime. Les manifestations hebdomadaires des vendredis se poursuivent sans vaciller et sur une très large portion du territoire, y compris durant la période de ramadan entamée au mois de mai. Elles sont assorties de mardis étudiants, de quelques mercredis syndicaux ainsi que d'une multitude de rassemblements revendicatifs au niveau local exprimant les intérêts des classes opprimées. Fortement enraciné au sein de la jeunesse scolarisée³, des chômeurs des villes et des femmes, le mouvement démocratique agrège le mécontentement de toutes les classes et fractions de classe de la société civile algérienne, amplifié et relayé par les associations des droits-de-l'homme (ONG) et des secteurs de la petite bourgeoisie (avocats, juges, médecins, architectes, commerçants) agissant déjà comme des corps intermédiaires émergents de l'État.

En formulant des demandes de plus de libertés politiques et individuelles, mais aussi de renouvellement de la classe dirigeante, le mouvement démocratique s'inscrit dans le cadre de la domination du capital en

demandant une restructuration modernisatrice de l'État et de ses corps intermédiaires allant dans le sens du renforcement de la démocratie représentative libérale.

La classe ouvrière n'a rien à faire dans ce combat qui, in fine, consolide la dictature du capital. Néanmoins, ce mouvement démocratique bourgeois a permis l'affaiblissement, certes temporaire, de l'État et, détail non négligeable, il est en contretendance de la montée globale des souverainismes et de l'affirmation de la démocratie plébiscitaire (cf. les récentes élections européenne et indienne).

Le prolétariat n'a pas à se dissoudre en son sein et doit poursuivre sur la voie de l'autonomie politique mais il n'est pas indifférent aux nouvelles conditions objectives plus favorables à son propre combat que le mouvement démocratique bourgeois crée aujourd'hui.

Incapable de s'organiser en conséquence, car parcouru par des intérêts et des aspirations contradictoires, ce dernier ne parvient pas à s'affirmer face à l'Armée, qui maintient toujours la direction de l'État, en étroite liaison avec le secteur énergétique nationalisé, l'autre colonne vertébrale du régime.

Jusqu'ici, le bloc dominant l'exécutif ne s'est nullement effondré. L'Armée – sous la houlette du Général et Ministre de la défense, Ahmed Gaïd Salah – a tout de suite mesuré la nature et la gravité de la crise. Préservant la continuité de l'État et des fractions dominantes du capital, pour autant, elle n'a pas coupé les canaux de communication avec le mouvement démocratique. L'Armée lâche habilement des « concessions » en satisfaisant les revendications « anti-corruption » du mouvement : démission de Bouteflika (2 avril), remaniement de l'exécutif, report de l'élection (prévue le 18 avril), enclenchement de la procédure constitutionnelle ad hoc (article 102), le tout suivi d'une vaste opération de purge au sein de l'exécutif et de ses soutiens les plus proches, en ciblant en particulier le cercle bouteflikiste. Dernier acte en date, le 2 juin 2019, l'annulation par la Cour constitutionnelle de l'élection présidentielle appelée pour le 4 juillet 2019. Date, celle du 4 juillet,

³ La première tentative de répression s'est d'ailleurs abattue sur les étudiants, véritable fers de lance du mouvement (il y a 1,7 million d'étudiants en 2019), qui ont été temporairement freinés par le moyen de l'allongement du congé de printemps dès le 10 mars et surtout la fermeture des résidences universitaires. A leur retour de vacances, le 14 avril, ils ont tout simplement repris leurs assemblées, avec une vigueur intacte.

fièrement défendue par l'État-major qui doit désormais revoir son agenda de la « transition » contrôlée.

Aucun de ces gages n'est encore parvenu à permettre la résorption du mouvement démocratique. Celui-ci a continué à affirmer le rejet total du « système » et la nécessité d'une refonte de l'État sous la forme d'une 2^{ème} République parlementaire modernisée et libérale. Timidement d'abord, le « dédagisme » s'est progressivement appliqué au pilotage de la transition par l'Armée et plus largement à la place de celle-ci dans l'État.

L'Armée, elle, a bien compris la nécessité du changement et du renouvellement démocratique. Mais son objectif à peine voilé reste de bâtir un nouveau compromis historique en élargissant, mais sans le modifier profondément, la base du régime par l'intégration d'une opposition capable d'exprimer plus efficacement les différentes composantes de la société civile du capital. En fait, ce projet poursuit la restructuration de l'État et de son exécutif démarrée en 1988 avec l'ouverture au multipartisme puis, en 1999, avec la loi de Concorde civile.

Pour parvenir à ses fins, l'État-major peut compter sur la limite fondamentale du mouvement démocratique : son incapacité de représenter politiquement et d'une façon organisée un bloc social alternatif à celui dominant aujourd'hui. Un bloc social qui serait donc en mesure de représenter plus largement les intérêts de l'ensemble des fractions du capital en Algérie, notamment de ceux du secteur privé de l'économie.

Cette limite permet à l'Armée de se ranger formellement « du côté du mouvement » qu'il souhaite « accompagner » tout en gardant le contrôle sur la transition. La remilitarisation durable du régime n'est pas à exclure mais elle ne serait pas conforme aux intérêts du capital en Algérie qui contraignent l'État à s'adapter davantage au marché mondial et à incarner avec plus d'efficacité les intérêts du capitalisme mûr. En effet, en dépit de l'existence de pans entiers de la société encore innervés par des fractions arriérées du capital, l'Algérie est un pays capitaliste moderne où le capital d'État est largement dominant. Il est relativement effi-

cient et capable, notamment dans le secteur de l'énergie, de faire face à la compétition internationale.

Le capital social en Algérie nécessite une représentation politique plus large et plus adaptée à la compétition mondiale

La domination économique et politique de la bourgeoisie en Algérie repose principalement sur la gestion de la rente pétrolière et gazière. L'exportation des hydrocarbures assure 97 % des revenus en devises étrangères fortes de l'Algérie, représente 30 % du PIB et génère environ 60 % des recettes de l'État⁴. La variation du prix du pétrole a un impact direct sur la stabilité de la dette extérieure, sur la capacité d'acheter la paix sociale par les dépenses improductives à destination de la population (prix « politiques » en dessous de la valeur de certaines marchandises et allocations diverses) et, surtout, sur le financement de l'industrie et du commerce. Le front patronal (le Forum des chefs d'entreprises – FCE –, présidé jusqu'à son arrestation, le 31, mars par Ali Haddad, l'un des principaux financiers de la campagne électorale de Bouteflika), accapare 80 % des marchés publics

⁴ Les réserves de change de l'Algérie sont passées à 79,88 milliards de dollars (milliards USD) à fin décembre 2018, contre 97,33 milliards USD à fin 2017, soit une contraction de 17,45 milliards USD, a annoncé lundi la Banque d'Algérie (BA). Si cette baisse témoigne à la fois des entrées en devises fortes en net recul en raison du repli des exportations d'hydrocarbures mais aussi des dépenses consenties par l'Etat algérien pour préserver la paix sociale, les réserves de change correspondent encore à environ six mois du PIB. Selon les services des douanes, l'Algérie avait terminé l'année 2018 avec un déficit commercial de 5,03 milliards de dollars. « La banque centrale algérienne a plaidé à cette occasion pour des "efforts d'ajustement soutenus", afin d'améliorer le recouvrement de la fiscalité ordinaire (y compris par la rationalisation des subventions), libérer le fort potentiel de croissance de l'économie nationale et diversifier l'offre domestique et les exportations de biens et services ». Les recettes de l'Algérie en devises proviennent à 97% de ses ventes des hydrocarbures. Le déclin de ses réserves de change s'explique par la chute des prix du pétrole entamée dans la deuxième moitié de 2014, lesquels sont passés de 117 dollars/baril à seulement 27 dollars en février 2016, pour tourner autour de 60 dollars de nos jours », résume l'agence officielle de presse chinoise Xinhua. « Les réserves de change continuent de fondre à un rythme inquiétant, légèrement au-dessus de 71 milliards de dollars actuellement, selon nos sources. Les diminutions annuelles des réserves de change, liées aux déficits du solde global de la balance des paiements, traduisent, selon la Banque d'Algérie, l'excès de la dépense intérieure brute de l'ensemble des agents économiques sur le revenu national, c'est-à-dire l'excès des importations sur les exportations ». (<https://www.tsa-algerie.com/lurgence-dun-gouvernement-de-vraies-competences/>)

financés par la rente, principalement dans le secteur du B-TP.

La rente est donc principalement utilisée pour le développement capitaliste. Mais l'État qui la gère ne permet pas encore de générer une valorisation suffisante de celui-ci dans un marché mondial très compétitif et dans des conditions de fortes fluctuations des prix des hydrocarbures. De plus, le système bancaire est peu ou pas efficace dans son rôle de financement sélectif de l'économie capitaliste locale.

Après ladite décennie noire (1992-2002) marquée par la longue guerre civile qui a fragilisé le tissu productif, Bouteflika a lancé une phase de pacification et de modernisation des rapports sociaux. Lors des quinze premières années de son règne, profitant des cours élevés des hydrocarbures, l'État est parvenu à fortement réduire son endettement, à développer ses infrastructures, à moderniser son industrie et à établir une paix sociale plutôt durable. En 2014, la chute des cours, doublée de la baisse de la production puis des exportations de brut et de gaz naturel, accentuée par une hausse de ses importations, a plongé l'État dans la crise fiscale.

Pour y faire face, l'exécutif a adopté des mesures d'assainissement des dépenses publiques et des dispositifs protectionnistes, et a augmenté les impôts sur certains produits. Le tout sans toucher aux subventions sur les produits de base ni sur les dépenses improductives en matière d'éducation, de santé et de logement. Le financement de cette politique économique a été rendu possible par le recours à la planche à billets. En 2018, plus de 6 500 milliards de dinars (un tiers du PIB, quelques 50 milliards de dollars US) ont ainsi été injectés dans le système par la Banque centrale et le Trésor. Pourtant, la population, toutes classes confondues, a commencé à s'interroger sur l'après-pétrole. L'État algérien devenant la cible de critiques sévères sur son organisation et même sa forme.

Au sein du prolétariat, le mécontentement croît en raison de conditions de reproduction dégradées, de l'absence de travail et des bas salaires.

Le dernier plan quinquennal conçu par l'exécutif prévoyait de soutenir la production de plusieurs secteurs industriels⁵ pour réduire les importations⁶ et rééquilibrer la balance commerciale en déficit croissant. Le plan a également cherché à attirer les investissements étrangers ainsi qu'à soutenir les PME nationales. Mais cette manœuvre ambitieuse – qui, d'après ses concepteurs, devrait porter tous ses fruits à partir de 2020-2022 – a remporté à ce jour des résultats timides.

Il s'avère également que l'opération de restructuration de la formation économique algérienne et de l'organisation de l'État n'a eu de cesse d'être entravée par le clan qui monopolise le pouvoir exécutif et qui donc dirige l'État. L'entrepreneuriat productif privé est freiné par le clientélisme et la corruption qui gangrènent surtout la sphère du crédit.

Face à la détermination des capitalistes – ceux qui n'ont pas profité du système – d'être représentés au sommet de l'État et de pouvoir accéder plus librement au marché mondial des capitaux et des marchandises et à celle d'amples secteurs de la petite-bourgeoise (professions libérales et commerçants avant tout) de compter au sein du pouvoir législatif, l'Armée privilégie le statu quo et le nationalisme économique qui protège le complexe énergétique.

En témoigne l'arrestation et le remplacement du patron de la Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, porteur d'un plan d'ensemble de diversification et d'internationalisation de l'entreprise.

L'union du peuple scellée autour du mythe anticolonial pave la voie à une issue bonapartiste – civile ou militaire

« Il m'apparaît de plus en plus clair que la bourgeoisie n'a pas les choses en main et que, par conséquent, à moins d'une

⁵ Principalement dans sept secteurs jugés prioritaires : fer et acier, métallurgie et mécanique, matériel électrique et électronique, agroalimentaire, chimie et plastique, pharmacie, matériaux de construction. Les statistiques officielles montrent que le secteur industriel (hors énergie) croît plus vite que le reste des composantes du PIB. De 6,7 milliards d'euros en 2015, le chiffre d'affaire du secteur industriel est monté à 7,2 milliards en 2016 et 8 milliards en 2017, représentant alors 6,3 % du PIB contre 5,6 % en 2016.

⁶ La production intérieure couvrirait environ 50 % des besoins, le reste étant importé.

oligarchie capable de prendre le dessus, pour un bon prix, sur la gestion de l'État et de la société dans l'intérêt de la bourgeoisie, une semi-dictature bonapartiste est la forme normale. Elle défend les grands intérêts matériels de la bourgeoisie, même contre la volonté de la bourgeoisie, mais ne laisse à la bourgeoisie aucune part dans le gouvernement. La dictature à son tour est forcée, contre sa volonté, d'adopter les intérêts matériels de la bourgeoisie comme siens. » (Friedrich Engels, Lettre à Karl Marx à Margate, 13 avril 1866⁷)

Cumulant les défections de toutes parts, la crise du sommet a été marquée par une « guerre des clans », latente depuis au moins le 4^{ème} mandat. Jusqu'ici, Bouteflika était parvenu à assurer un exercice de partage de la rente et donc de synthèse entre les différents réseaux du régime.

Dès le premier jour, le mouvement démocratique a fait la preuve que les mécanismes de stabilité du pouvoir exécutif étaient érodés. Très, très vite, le Front de libération nationale – FLN – (et son petit frère le Rassemblement national démocratique – RND) a encaissé le choc, perdant de nombreux militants, essuyant les dissidences et la défection des organisations historiques dont celle des Moudjahidines, les combattants de la guerre de libération du joug français. Le Front a alors choisi de se repositionner aux côtés de l'État-major des armées.

« Pour les ouvriers comme pour les capitalistes, le bonapartisme se caractérise par le fait qu'il les empêche de s'affronter. En d'autres termes, il protège la bourgeoisie de toute attaque violente des travailleurs, encourage de gentilles escarmouches entre les deux classes et, plus que tout, les prive toutes les deux de la moindre trace de pouvoir politique. Pas de liberté d'association, pas de liberté de réunion, pas de liberté de la presse ; le suffrage universel sous une telle pression bureaucratique que l'élection de l'opposition est presque impossible ; un contrôle de la police inconnu jusque-là, même dans une France dirigée par la police. En

outre, des secteurs de la bourgeoisie et des travailleurs sont tout simplement achetés ; les premiers par de colossales arnaques de crédit, par lesquelles l'argent des petits capitalistes est attiré dans les poches des grands ; les seconds par de colossaux projets d'État qui concentrent un prolétariat artificiel et impérial, dépendant du gouvernement dans les grandes villes, aux côtés du prolétariat naturel et indépendant. Enfin, la fierté nationale est flattée par des guerres apparemment héroïques, qui sont toutefois toujours menées avec l'approbation des hautes autorités européennes contre le bouc émissaire du jour et uniquement dans des conditions assurant la victoire dès le départ. Le mieux qu'un tel gouvernement puisse faire, que ce soit pour les travailleurs ou pour la bourgeoisie, est de leur permettre de récupérer de la lutte, de laisser l'industrie se développer fortement – si les circonstances sont favorables – de permettre aux éléments d'une nouvelle lutte plus violente d'évoluer en conséquence et de permettre à cette lutte de s'engager dès que la nécessité d'une telle récupération aura disparu. Ce serait le comble de la folie que les travailleurs en attendent davantage d'un gouvernement qui existe simplement et uniquement dans le but de les contrôler, tant que la bourgeoisie est concernée. » (Friedrich Engels, La question militaire prussienne et le parti ouvrier allemand, 1865⁸)

Au moment où nous écrivons, le régime fait toujours face à la difficulté de bâtir l'équilibre politique entre les fractions de la bourgeoisie. La garantie de la continuité de l'État dans un moment de décomposition des anciens corps intermédiaires et où persiste l'incapacité de la bourgeoisie à affirmer directement son projet historique a ouvert la porte à la mainmise politique de l'Armée.

L'incapacité du mouvement démocratique bourgeois à se structurer autour d'un plan clair peut à son tour ouvrir la voie à une solution transitoire de type bonapartiste, civile ou militaire, la seule capable d'éviter l'effondrement du cœur de l'État (le bloc énergétique et militaire et l'administration

7

https://www.marxists.org/archive/marx/works/1866/letters/66_04_13.htm Traduction par nos soins.

8 <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1865/02/12.htm> Traduction par nos soins.

publique). Cette solution poursuivrait sur la voie de l'épuration à minima de l'ancien régime et assurerait l'élargissement progressif et maîtrisé de la base sociale de l'État à d'autres forces issues de sa société civile. L'issue bonapartiste aurait aussi la fonction de prévenir des affrontements de classe⁹ d'envergure par, si nécessaire, la répression et la restriction ultérieure des libertés civiles.

L'union de l'Armée et du peuple, la principale arme idéologique qui facilite l'issue bonapartiste de la crise politique

Chevillée à l'article 102 de la Constitution, l'Armée a parfaitement enregistré un message envoyé par une partie significative du mouvement : « *Armée Peuple Des Frères* ». Elle est en phase avec la flatterie patriotique des mythes et héros fondateurs de la nation qu'elle ne cesse d'invoquer. Le FLN et les Moudjahidines sont maintenant alignés sur Gaïd Salah qui appelle le mouvement à choisir ses représentants politiques.

Des propositions de résolution de la crise plutôt confuses car enfermées dans les mailles étroites de la Constitution ont émergé de la société civile du capital. Les franges les plus libérales demandent l'organisation d'une Constituante. Un pas que l'Armée ne veut pas franchir car trop risqué pour son projet normalisateur dans la continuité.

Une autre partie du mouvement démocratique bourgeois s'est cantonnée à faire perdurer la situation actuelle en visant le report des élections prévues le 4 juillet 2019 : une revendication totalement insuffisante qui renforcerait paradoxalement et involontairement la perspective bonapartiste. Revendication qui, au demeurant, a été satisfaite, le 2 juin, par la Cour constitutionnelle

Quant aux islamistes, les ex-FIS sont présents dans le mouvement démocratique en ordre épars. Pour l'heure, ils sont encore passablement désorganisés cependant que les salafistes piétistes sont rangés du côté du FLN. Ceci, soit dit en passant, est une excellente nouvelle : l'épouvantail islamiste ne fait plus peur, en particulier à la génération

née après les « années de plomb ». Une nouvelle génération qui n'a connu que le règne de Bouteflika (45 % des Algériens ont moins de 25 ans), parvenu à éradiquer ET intégrer les islamistes par la force et par l'amnistie. La plupart des imams sont placés sous le contrôle du régime et la contestation actuelle ne les épargne pas.

Malgré la faiblesse des propositions politiques concoctées par le mouvement démocratique bourgeois, à ce stade, seule la crainte de la violence militaire risquerait de faire reculer la mobilisation. Ce recul, obtenu avec l'emploi des moyens nécessaires quels qu'ils fussent, est tout l'enjeu de la solution bonapartiste où l'Armée se chargerait de consolider la dictature du capital y compris contre lui-même et ses représentants. Mais le danger que l'Armée finisse par pencher en faveur du Bonapartisme extra-institutionnel pourrait convaincre les sections les plus modérées du mouvement démocratique bourgeois de se soumettre « préventivement » aux sommations de l'État-major en échange de quelques miettes.

Ainsi, à ce jour, la question centrale qui se pose au mouvement démocratique dans son ensemble est de savoir qui l'emportera entre sa partie la plus avancée et la moins dupe – les scolarisés des grandes villes et les mouvements kabyles essentiellement – et les franges disposées à adhérer aux projets normalisateurs de l'Armée. Force est de constater aujourd'hui que les jeunes scolarisés mobilisés en semaine ne parviennent pas à gagner la bataille politique au sein du mouvement démocratique bourgeois d'ensemble. Et pour cause. Seule leur jonction sur des bases de lutte de classe avec le prolétariat pourrait permettre cela.

L'absence de l'autonomie ouvrière organisée empêche d'envisager une issue révolutionnaire à la crise politique algérienne. Et affaiblit objectivement les composantes libertaires du mouvement démocratique bourgeois qui pourraient trouver en la classe ouvrière, si elle luttait pour elle-même, un solide soutien à leurs aspirations.

⁹ « La condition de base du bonapartisme moderne, un équilibre entre la bourgeoisie et le prolétariat. » (Friedrich Engels, La question du logement, 1872, <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1872/housing-question/ch02.htm>) Traduction par nos soins.

Seul le prolétariat constitué en force politique autonome peut créer une situation prérévolutionnaire

Pour résumer, à l'heure qu'il est, le bloc capitaliste dominant ne s'est pas encore reconstitué et les fractions de la bourgeoisie ne parviennent pas à s'entendre sur le remplacement de la direction de l'État. Quant au prolétariat, ses luttes défensives montent en puissance, contenant des éléments d'autonomie ouvrière. Leurs victoires sur le terrain défensif sont de nature à donner confiance au mouvement ouvrier et à contribuer à aggraver la crise du système. L'État-patron vit donc une période très difficile et si l'opération « mains propres » en cours pilotée par l'Armée ne cible pas directement les entreprises, ses retombées commencent à affecter le secteur productif. Les investissements sont en baisse, les banques prêteuses ne prennent plus aucun risque.

En une phrase, l'Algérie est aux prises avec une crise politique aiguë qui pénalise la valorisation du capital. Ceux d'en haut ne peuvent plus diriger le pays car ceux d'en bas n'en veulent plus. Pour autant, l'issue révolutionnaire prolétarienne n'est guère à l'ordre du jour. Aujourd'hui, la seule perspective possible qui éviterait le pire est celle d'une restructuration démocratique libérale à chaud de l'État et de l'économie qui redessinerait le bloc politique et économique dominant. Seulement à cette condition, on pourrait envisager une alternance réelle à la tête de l'exécutif, la constitution de nouveaux corps intermédiaires modernisés plus indépendants de l'exécutif, le pluralisme syndical et des réformes qui libéraliseraient l'économie maximisant la valorisation du capital.

Pour la classe exploitée, en revanche, l'enjeu crucial est celui de l'entrée massive en lutte de ses sections les plus concentrées, celles qui travaillent dans les grandes entreprises d'État, dont avant tout les groupes de l'énergie. Le capital très centralisé en Algérie est dans ce sens un atout potentiel de la classe révolutionnaire.

Si ces secteurs de la classe ouvrière brandissent l'arme de la grève et de l'insubordination au commandement d'entreprise, les conditions commenceront à

être réunies pour que la polarisation des classes de la société civile du capital se matérialise enfin, ouvrant la voie à des formes de pouvoir ouvrier. La classe ouvrière n'a rien à gagner et tout à perdre si son action directe et collective restait enfermée dans le choix entre la restructuration du régime actuel opérée sous le signe de la continuité et de l'Armée ou la constituante d'une démocratie parlementaire libérale plus moderne.

Le mouvement prolétarien n'a pas d'autre option que celle de se singulariser, de s'autonomiser du mouvement démocratique bourgeois, y compris de ses franges les plus déterminées. Celles-ci, au contraire, doivent accepter de se battre sur le terrain de la lutte de classe pour réaliser leurs aspirations libertaires. Aucune dialectique positive ne peut s'installer entre le prolétariat et la petite-bourgeoise démocratique.

Le premier n'existe comme classe pour soi qu'en combattant toutes les fractions des classes dominantes, indépendamment de leurs positionnements contingents.

La seconde, en revanche, y compris dans ses composantes politiques les plus libérales, entend consolider et renforcer la domination du capital, donc l'exploitation des ouvriers, en élargissant l'assise politique et sociale de l'État et en le restructurant pour le rendre plus efficace dans sa défense des intérêts des classes dominantes.

Si l'ouverture d'une période d'instabilité et de crise politique est propice à l'expression collective de la haine de classe, à ce stade, le mouvement prolétarien n'envisage pas encore de se séparer du mouvement démocratique et de son hégémonie idéologique. La classe exploitée se cantonne aux luttes défensives, économiques, sous la coupe de l'idéologie du réformisme ouvrier. Dans ces conditions, il est très improbable que le prolétariat prenne rapidement la direction de l'organisation politique autonome.

Ainsi, l'entrée en scène encore timide du prolétariat doit se fixer l'objectif prioritaire de consolider les éléments d'autonomie ouvrière qu'il a déjà su exprimer. La classe exploitée trace très lentement sa voie au travers de luttes encore relativement peu nombreuses. Des luttes qui, au demeurant et comme on l'a souligné plus

haut, sont systématiquement couronnées de succès. Elles ne sont pas confrontées à la répression à la fois en vertu de la participation active et massive des travailleurs et de la faiblesse contingente de l'exécutif. La présence en force des jeunes chômeurs, dont les revendications sont essentiellement centrées sur le revenu et l'emploi, fait bien espérer que ces combats sortent des quelques unités productives en agitation actuellement pour investir les quartiers populaires et d'autres territoires peuplés de sans réserves.

Pour les communistes, la principale limite consubstantielle à tout mouvement démocratique bourgeois, dont celui en cours en Algérie, se résume à leur compatibilité avec la domination du capital. En Algérie, les revendications de liberté politique (démocratiques bourgeoises essentiellement) et libertaires (libertés individuelles solubles dans la guerre de classe uniquement si conquises par l'action directe) émergent sans que la classe ouvrière soit en mesure de combattre les premières et d'absorber les secondes dans son propre mouvement politique indépendant.

La classe ouvrière en Algérie est-elle donc condamnée ici et maintenant à jouer les comparses dans la crise politique de la domination du capital ? Certainement pas. À plus longue échéance, il n'est guère exclu, une fois le mouvement démocratique bourgeois tari, que les luttes ouvrières montent graduellement en puissance vers l'organisation et la lutte politique révolutionnaires. C'est notre souhait et notre engagement.

« Si la classe ouvrière peut avoir intérêt à une assise démocratique qui faciliterait son organisation et ses luttes, pour autant elle doit établir une démarcation nette avec la revendication démocratique bourgeoise et ne pas soutenir, directement ou indirectement, le processus de restructuration de l'État. Les prolétaires révolutionnaires doivent trouver leur place dans ce type de mouvement en valorisant son contenu social. Pour ce faire, il faut mettre en avant les thématiques de la lutte contre l'exploitation dans l'usine, sur les lieux de travail, dans les quartiers populaires, du combat contre tous les États, indépendam-

ment de leurs régimes spécifiques, ainsi que de l'indépendance politique de la classe ouvrière. Les revendications démocratiques doivent être transcendées par la pratique d'un nouvel ordre social, par l'instauration par en bas de nouvelles règles et modes de vie coopératifs inspirés par le processus révolutionnaire. Les prolétaires révolutionnaires ne demandent pas la liberté à l'État, ils la prennent. Dans ce cadre, le premier ennemi à vaincre est celui qui se glisse au sein du mouvement, qu'il soit social-démocrate, stalinien, libéral ou fasciste. Les mouvements démocratiques constituent alors juste un moment dans la lutte de longue durée pour écraser le capitalisme. La boussole qui doit servir à la classe ouvrière est de toujours promouvoir ses propres exigences. » (Mouvement Communiste/Kolektivně proti Kapitálu, mai 2015, « Que signifie la résurgence des mouvements démocratiques ? »¹⁰)

« Aucune formalisation des libertés individuelles et collectives dans le cadre de l'État n'est satisfaisante car elle favorise à terme la stabilisation du mode de production capitaliste et le renforcement de la domination étatique sur les classes subalternes. La formalisation de revendications de liberté par les mouvements démocratiques est le meilleur chemin pour que ces derniers soient canalisés dans des dynamiques de négociation avec l'État et perdent toute potentialité subversive. Le seul moyen pour éviter cette impasse est que les mouvements démocratiques matérialisent durablement et de façon autonome de l'État leurs aspirations, satisfasse par la lutte intransigeante les besoins qui les ont suscités. Des besoins qui, par ailleurs, ne doivent pas être réduits au désir de plus de libertés individuelles et collectives des populations urbanisées. » (Ibidem)

¹⁰ <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC1540%20FRvF%20.pdf>